



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté – Egalité – Fraternité

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

COMMUNE DE VILLEFRANCHE DE  
LAURAGAIS

**Pôle Sécurité  
Service Police Municipale**

**Arrêté Municipal n°AR-PM-2024-172**

*ACTES 6.1 Police municipale*

**Objet : Règlementation du stationnement-  
157 rue de la république- 31290 Villefranche de Lauragais –  
Evènement Clients – Agence Immobilière Century 21–**

**Le Maire de Villefranche de Lauragais,**

**Vu** le Code de Sécurité Intérieure, et notamment l'article L.511-1,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et L2212-2

**Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – Quatrième partie, Huitième partie (signalisation temporaire)

**Vu** la demande en date du 06 juin 2024 de l'agence immobilière Century 21, sis au n°157 Rue de la République 31290 Villefranche de Lauragais, représentée par Madame ROUX Virginie, Directrice associée,

**Considérant** que le bon déroulement de l'évènement commercial impose une réglementation temporaire du stationnement pendant la durée de celui-ci.

**ARRETE**

**Article 1** : Le pétitionnaire est autorisé à organiser un évènement commercial sur la voie publique, devant son établissement situé au n°157 Rue de la République

**Article 2** : Pendant la durée de l'autorisation :

- Le stationnement sera interdit **devant le n° 157 Rue de la République, sur une longueur de 6 mètres**, afin de permettre au pétitionnaire d'y organiser l'évènement commercial prévu.

**Article 3** : Le pétitionnaire sera en charge de mettre en place et d'entretenir la signalisation réglementaire avant le début et pendant l'intervention, conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I, Huitième partie, signalisation temporaire) sous le contrôle de la Police Municipale.

**Article 4 :** Le présent arrêté est valable du **MERCREDI 19 JUIN 2024 de 14h00 à 22h00** , heure à laquelle elle expirera de plein droit.

**Article 5 :** Les lieux seront laissés tels qu'ils étaient avant le début des travaux.

**Article 6 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

**Article 7 :** le directeur général des services, le Chef de la Police Municipale, les agents de la Police Municipale, les agents de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concernent, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires.

Fait à Villefranche de Lauragais, le 06 juin 2024

**Madame le Maire,  
Valérie GRAFEUILLE-ROUDET**



*Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de TOULOUSE peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté par courrier postal ou par le biais de l'application Télérecours, accessible par le lien [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification et/ou de sa publication.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :*

- *A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;*
- *Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*

*La requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue par l'article 1635 bis Q du Code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.*